

57
ecoreen'



**Gouverner
les métropoles ?**

ÉDITORIAL

CLASSIQUES

7 / Pour une ville du « faire ensemble »

9 / L'évolution des villes

ÉLISÉE RECLUS

15 / Nomades en prison.
Réflexions sur la post-métropole

MASSIMO CACCIARI

DOSSIER

21 / La cohabitation comme pratique démocratique

MICHEL LUSSAULT

41 / El Alto, une métropole andine bolivienne.

L'urbanisation des villes latino-américaines

ANA-LUNA PY

55 / Des métropoles ingouvernables ?
Réflexions pour une planification écosociale de l'espace

MAXIME GENY

75 / Gouverner les territoires au prisme du métabolisme territorial

ARISTIDE ATHANASSIADIS

91 / Vers une transition métropolitaine.

Introduction de la notion d'impédimentologie

LUCAS VERHELST

KIT MILITANT

119 / Vers les villes terrestres de demain.

Un *policy brief*

BAPTISTE LANASPEZE

✶ PAUL-HERVÉ LAVESSIÈRE

PISTES

125 / XR Nigeria. Lutte contre l'extractivisme dans le delta du Niger

PASQUALE MENDITTO

REBONDS

139 / Retour du Rojava.

Une autre Syrie est possible

JÉRÔME GLEIZES

LECTURES

153 / *Les Êtres de la vigne*,

Jean Foyer

RECENSION DE VALÉRY RASPLUS

163 / *La Nature contre le Capital, Moins!, Marx and the Anthropocene*,
Kōhei Saitō

RECENSION DE MICHAEL LÖWY

171 / *Parias*, Marina Touilliez

RECENSION DE STÉPHANE LAVIGNOTTE

177 / *Les droits de la Terre-Mère*,

Alfredo Gomez-Muller

RECENSION DE MICHAEL LÖWY

ÉDITORIAL

Les chiffres ne manquent pas d'impressionner : le produit urbain brut de Tokyo et sa banlieue, 40 millions d'habitants, équivaut au PIB de la Russie ; celui du Grand New York, 20 millions d'habitants, est plus du double de celui de l'Inde ; plus largement, les 600 plus grosses agglomérations génèrent près de 60 % du PIB mondial. Plus près de nous, en France, Paris-Métropole, 7,2 millions d'habitants, représente 25 % du PIB national et plus encore si l'on élargit le périmètre à la région Île-de-France (31 % du PIB national, 12 millions d'habitants).

Ces statistiques soulignent combien les métropoles incarnent une force de croissance et de développement, mais aussi une foule de problèmes sociaux et environnementaux : écarts de patrimoine et de revenus, polarisation sociale et ségrégation spatiale vont généralement de pair ; de même, avec la densification et un développement polycentrique, les mobilités sont nombreuses, massives et polluantes ; ou encore un étalement urbain, synonyme d'artificialisation des sols, dévore la Nature, épuise la biodiversité et les ressources naturelles, tue la faune et la flore à petit feu ; etc. La liste des horreurs est sans fin.

Fers de lance d'un mode de croissance écocidaire, les métropoles dessinent clairement une trajectoire insoutenable. Serions-nous entrés dans un « futur sans avenir », aveuglés par les dégâts du progrès et désarmés à l'idée de « lâcher » la moindre parcelle de nos modes de vie ? Comme Jean Pierre Dupuy nous le rappelle, nos intérêts et nos petits calculs empêcheraient-ils de faire la part des choses – entre les travaux scientifiques du GIEC, qui ne cessent de répéter que le changement climatique est une certitude, et des croyances qui nous inclinent à penser que « la catastrophe n'est pas pour demain » ? Entre collapsologie, « fake news » et déniolisme néolibéral, existe-t-il une place pour une reprise en main de nos conditions sociales d'existence à l'heure de l'anthropocène ?

Qu'il nous soit permis ici d'en douter car la réponse n'est pas seulement pratique et technique, elle est avant tout politique, la question posée aujourd'hui étant celle de savoir si les métropoles sont gouvernables face à un expansionnisme qui ne s'est jamais démenti. De surcroît, « Gouverner » est un mot polémique, tant le terme (ou le verbe) est chargé historiquement et idéologiquement. Polysémique, le mot peut tout aussi bien signifier régner ou dominer sans partage que tenir un gouvernail, fixer un cap ou une direction. Et n'oublions pas pour être complet, que la question de la gouvernance est aussi une question démocratique. Si les métropoles comme institutions dotées de compétences gouvernent les territoires, qui gouverne les métropoles, ces entités administratives abstraites largement déconnectées des citoyens et citoyennes ? De quelle légitimité les métropoles disposent-elles pour exercer des fonctions d'organisation, de régulation et de contrôle des activités et de services aussi essentielles que les transports, le logement, la communication ? Peut-on imaginer, comme certains l'évoquent, un régime politique urbain qui soutient des choix d'investissement démocratiques en mesure de promouvoir un mode de vie écologique et soutenable ? Plus largement, une vie démocratique urbaine ou métropolitaine attentive à l'environnement, accompagnant et protégeant les communs, qui transgresse les rapports de propriété pour prendre soin de notre milieu de vie, relève-t-elle encore et toujours de l'utopie ?

Devant cette forme politique éthérée difficilement contrôlable et sans consistance, risquons une hypothèse : la métropole est un espace sans lieu ni temporalité. C'est un espace de flux, comme diraient Manuel Castels ou Olivier Mongin, un condensé de forces aveugles qui déstabilisent en permanence la vie sociale et collective et désarment la société et ses membres par l'imposition d'une forme de sociabilité bâtie sur l'anonymat et la rivalité. Mais ce vide politique est aussi une ouverture sur les possibles. Ce sont des espaces privés ou publics, de convivialité, de résistance ou d'affrontements, (re)investis par une multitude de formes de vie face aux « géopouvoirs » (Michel Lussault), qu'il s'agisse de (re)convertir des espaces

inoccupés ou libres d'usage, de réhabiliter des lieux ou un bâti selon une histoire et des traditions longtemps occultées (Anna-Luna Py), de planifier la mise en place d'équipements de services collectifs (Maxime Geny) ou de gérer les ressources locales par la participation des citoyens à l'élaboration de *scénarii* prospectifs guidés par la satisfaction des besoins (Aristide Athanassiadis).

Ces quelques approches montrent, si besoin, qu'il ne suffit pas de mettre la question de la gouvernance des métropoles au centre du jeu politique pour espérer en (re)prendre le contrôle et les aligner sur une trajectoire soutenable et acceptable socialement (Lucas Verhelst). Une chose paraît sûre : la gouvernance métropolitaine n'est pas une et indivisible, mais plurielle et multiscalaire. Il existe autant de formes de gouvernance qu'il existe de niveaux de décision et de coopération, selon les enjeux et les acteurs ou groupes sociaux impliqués. Pour autant, circuler, habiter et vivre au quotidien dans l'espace urbain appelle un régime politique qui ne peut se réduire à des élections et des procédures institutionnelles au fondement d'une centralité des élus locaux. Une citoyenneté métropolitaine doit pouvoir s'affirmer dans des processus politiques qui matérialisent une appartenance sur des bases élargies, incluant notamment les non-résidents et les minorités issues de l'immigration. La démocratie métropolitaine est le premier maillon d'une gouvernance partagée, affranchie de la tutelle étatique et garante de la reconnaissance de la satisfaction des besoins collectifs et des différences entre les groupes sociaux.

